



CERNA, Centre d'économie industrielle
Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris

60, bld St Michel - 75272 Paris cedex 06

Téléphone : (33) 01 40 51 90 91 / 90 71

Télécopie : (33) 01 44 07 10 46

E-mail : cerna@paris.ensmp.fr

<http://www.cerna.ensmp.fr>

Enjeux Industriels du post-socialisme : Capitalisation et Entreprisation

Olivier Bomsel

Revue d'économie industrielle,

n° 72, pp. 31-46

1995.

Soient les propositions suivantes :

1. Il n'y avait pas d'économie dans le socialisme.
2. Dans le socialisme, la production circulait dans l'Etat.
3. Il n'y avait pas d'entreprise socialiste.

Cet article montre, à partir de résultats issus de quatre larges enquêtes en Europe de l'Est et en CEI, quelle lecture ce dispositif prescrit quant aux enjeux et à l'évaluation des processus de restructuration industrielle dans le post-socialisme. La démarche consiste à proposer une caractérisation des réseaux et des unités industriels socialistes qui ne soient pas dans les catégories traditionnelles du capitalisme d'Etat. De là s'identifient les enjeux et les processus post-socialistes de la création d'entreprises et de la capitalisation de l'appareil industriel issu du socialisme.

Cette démarche s'oppose, dans son essence, à toute tentative d'assigner le socialisme à un système économique repéré par des catégories développées hors de lui-même (capitalisme d'Etat, marchés monopolistes, régime d'accumulation + mode de régulation, domination de la hiérarchie sur le marché, etc.), catégories fondant, par leur continuité, la notion de transition. C'est pourquoi elle accorde à l'enquête dans les ruines du socialisme effondré qui sont aussi les lieux du capitalisme émergent, un rôle essentiel dans la compréhension des processus en jeu.

1. Les réseaux industriels socialistes¹

1.1. Des réseaux accessoirement productifs

Dans le socialisme, s'il n'y avait pas d'économie, il y avait néanmoins de la production se traduisant par des flux physiques de matière et d'énergie, voire d'informations, circulant dans des réseaux. Ces réseaux, ici définis comme les lieux géographiques des flux de production matérielle, constituaient l'ossature de l'appareil industriel socialiste. A chaque noeud de ces réseaux se trouvaient des unités industrielles élémentaires à vocation polyfonctionnelle (combinats) sur lesquelles nous reviendrons. Les formes de coordination de ces unités n'étaient pas monétaires.

Nous allons illustrer la diversité et la complexité de ces réseaux par quelques exemples issus de nos enquêtes. En effet, c'est en fonction des caractéristiques techniques des industries, de celles de leur amont et de leur aval, ainsi que de la volonté des Partis-Etats, au premier rang desquels le PCUS, de couvrir et de contrôler l'ensemble de sa zone, que se structuraient les réseaux industriels socialistes. Ainsi :

- Dans chacun des PECO, la production sidérurgique relevait d'un ministère de branche alliant mines et métallurgie, le cas échéant, (RDA) structuré en Kombinats de branche eux-mêmes spécialisés. L'unité de base était le combinat, déployé autour d'une usine et d'un lieu. Tous les hauts-fourneaux d'Europe centrale et orientale étaient reliés par chemin de fer aux mines de fer de Russie et d'Ukraine fournissant la matière ferrifère. De la sorte, l'URSS participait directement aux réseaux de production d'acier. Elle y participait aussi par la livraison de machines : nous avons retrouvé les mêmes laminoirs à froid produits en Russie dans tous les sites des PECO produisant des tôles minces. Les combinats sidérurgiques des PECO formaient donc la partie occidentale d'un réseau industriel couvrant tout le COMECON. Au cours des années 80, plusieurs combinats sidérurgiques est-européens ont participé (envoi d'équipes d'ingénieurs, d'équipements) au développement de mines de fer de leur réseau amont en URSS. Dans le cas d'Eisenhüttenstadt, le réseau de l'usine s'étendait aussi à des producteurs de tôles laminées à chaud de l'URSS, car délibérément, les autorités Est-allemandes, sous la pression des Russes, avaient renoncé à la construction du laminoir à

¹ Comme nous l'avons indiqué, le texte se réfère à quatre enquêtes principales effectuées par le CERNA entre 1990 et 1994. Ces enquêtes ont été publiées sous forme de rapports d'étude diffusés par leur commanditaires sous les titres suivants (cf. bibliographie) : "Les industries minières et métallurgiques en Europe de l'Est" (80 sites industriels visités en 1990 et 1991), "Le processus de capitalisation en ex-RDA"(1993), "Bilan sur la situation industrielle de la filière bois en République de Komi"(1993), "Industrial policy audit on military enterprises in the Moscow region" (1994).

chaud (aval de la coulée continue d'acier, amont du laminoir à froid). Une situation analogue existait dans la filière de l'aluminium en Hongrie.

Les modalités selon lesquelles ces réseaux étaient coordonnés restent obscures. Au sein d'un même pays, la monnaie ne coordonnait rien puisque les réseaux étaient dans l'Etat où les comptes n'étaient qu'une convention d'écriture. D'un pays à l'autre, il existait des accords de troc portant sur des quantités fixes et sur des bases différant totalement des prix internationaux, ce qui laisse à penser que ces accords résultaient eux-mêmes d'autres accords inter-étatiques n'ayant pas l'économie pour enjeu. En effet, tant pour le choix des sources d'approvisionnement (minerais de fer, aluminium métal, etc.) que pour celui des investissements, une logique productive élémentaire (i.e. maximisatrice de la quantité produite), fut-elle, comme l'indique BOYER (1993), à dominante extensive, aurait prescrit d'autres choix. S'il en était ainsi, c'est que la structure de ces réseaux était un enjeu dans le fonctionnement interne des Partis-Etats.

Le plus curieux, sans doute, est que les volumes physiques étaient eux-mêmes incontrôlables (absence attestée de moyens de mesure de la production, de la teneur des minerais et consommables, de la productivité sous toutes ses formes). Il existait donc des comportements coopératifs et des ajustements informels, en marge de la comptabilité officielle intrinsèquement fautive, délégués aux unités du réseau. Ces comportements dont ni l'économie, même celle de la régulation pénurique, ni une sociologie objective fondée sur l'intérêt de tel ou tel groupe social, ne sauraient rendre compte, demeurent à nos yeux une énigme du socialisme².

- En URSS, une large fraction de l'industrie du bois relevait du Ministère des Forêts du Papier et du Bois (Minlesprom) et rassemblait plus de trente mille centres de production. Le ministère fédéral déléguait ensuite aux territoires (leskhozes) les tâches de gestion des forêts et à des structures régionales intermédiaires (lesprom) la coordination des productions locales (lespromkhozes et usines de transformation). Les productions finales étaient redistribuées par le Gosplan. Par ailleurs, de vastes domaines boisés étaient (sont encore) sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur afin d'être exploités par les prisonniers, aujourd'hui

² Rien en effet ne permet d'expliquer comment se motivaient les comportements coopératifs permettant le fonctionnement des unités. Stockage et marchandage cités par les auteurs de l'école de la régulation, BOYER (1993), ne sont que des instruments de gestion informels, les outils du "tâtonnement dans les ténèbres" par quoi MISES (1949) qualifie la planification. A quelle fin les utilisait-on ? Pourquoi, dans des conditions de contrôle aussi lâche, le système fonctionnait-il quand même ? Pourquoi les comportements individuels incontrôlés ne conduisaient-ils pas au coulage ? Ainsi LAZARUS et MICHEL (1993) observent-ils de manière stupéfiante que dans le laminoir de Maxhütte, du temps du socialisme, le rapport des ouvriers au travail s'exprimait à travers la notion de "qualité". Après le rachat du laminoir par un entrepreneur occidental, le travail est alors désigné par "la production". Leur thèse, éclairante sur ce point, est que dans le socialisme "travail" et "production" étaient, en dépit des apparences, déconnectés, ce qui assurait à la base des comportements coopératifs d'ajustement.

réputés de droit commun. Beaucoup d'ouvriers de lespromkhozes sont des descendants de bagnards ou d'anciens bagnards eux-mêmes.

Lorsqu'il a été possible d'y enquêter, nous nous sommes rendus compte que les forêts (et les mines) étaient exploitées indépendamment de la qualité de leurs ressources et de leur éloignement des centres de consommation. Dans l'ex-URSS, la distance moyenne de transport par rail d'un poteau de mine était de 1700 kilomètres. En république de Komi, l'une des zones forestières les plus occidentales de la Fédération de Russie, nous avons analysé un réseau local de 90 lespromkhozes et cinq combinats de transformation. Là, nous avons découvert que le poteau de mine, avant d'être chargé sur le train, avait été coupé manuellement dans un chantier d'abattage recouvert d'un mètre cinquante de neige profonde, éloigné de quatre-vingts kilomètres du lieu d'habitation du bûcheron, puis transporté par camion ou par flottage jusqu'à un terminal fluvial, qui l'acheminait ensuite jusqu'au terminal ferroviaire. Dans les mines de Krivoy-Rog, (Ukraine), où nous avons également enquêté, il arrivait que ce poteau, venu de 3000 kilomètres au nord, serve à soutenir des galeries où la teneur en métal est inférieure de moitié à la teneur de coupure des mines occidentales les plus pauvres. Il est évident que, même en l'absence de monnaie, l'application d'une logique productive grossière, fondée sur quelques indicateurs physiques à la portée du premier ingénieur venu, aurait conduit à une rationalisation profonde de ces réseaux. Là encore, leur maintien prouve qu'une rationalité hétérogène, propre au fonctionnement du Parti-Etat³ dont ils étaient les supports objectifs, l'emportait sur toute logique productive.

- Le complexe militaro-industriel (CMI) était lui aussi un réseau d'une grande subtilité. En effet, la conception et la fabrication de produits à fort contenu technologique devant suivre, en outre, la dynamique d'évolution des armements ennemis, imposait la mise en oeuvre d'une organisation industrielle combinant recherche scientifique, technique et production. De là, impulsé par l'Académie des Sciences de l'URSS et le Parti, le déploiement de réseaux industriels autonomes (depuis les matières premières, jusqu'aux systèmes d'armes complets) regroupés en Ministères de Branche selon les technologies en jeu (type Minradioprom, Minaviaprom, etc.) et coordonnés par une instance militaro-industrielle spéciale (VPK). L'Académie des Sciences assignait des objectifs (en termes de performances physiques d'un équipement) aux centres de recherche (NPOs), qui transmettaient les "technologies" (en général testées sur prototypes fournissant un support matériel) aux bureaux d'étude lesquels transmettaient les plans de fabrication aux usines. Dans certaines industries, notamment l'aéronautique, bureaux d'étude et usines d'assemblage constituaient des réseaux permanents (OKB). La structure géographique de ces réseaux obéissait entre

³ On pourrait dire, en reprenant l'intéressante catégorie de Thomas LOWIT, que ces réseaux industriels constituaient les lieux principaux du Parti polymorphe. Si LOWIT (1979) ne décèle pas d'Etat en dehors

autres à des critères géostratégiques (localisation des usines dans les bases arrières, dispersion des sites dans plusieurs Républiques), donnant à la Russie les moyens de son indépendance, maintenant la dépendance des autres envers elle.

Ce qu'on a appelé la "conversion", engagée par GORBATCHEV en 1987, a consisté à utiliser ce *même* réseau pour produire, selon la *même* coordination, des produits à usage civil. Ce processus a débouché sur une diversification considérable des activités de chaque unité des réseaux. Les NPOs ont cherché à appliquer leurs technologies à l'agriculture ou à la médecine, les bureaux d'étude ont dessiné des machines civiles, les usines d'assemblages se sont lancées dans la production de toute sorte de biens de consommation. En d'autres termes, la conversion socialiste a permis au CMI, sans perdre son identité au sein du Parti-Etat, ni son influence en tant que réseau privilégié, d'élargir son intervention dans la sphère productive.

Pour conclure sur ce point, les réseaux industriels socialistes, initialement définis comme les lieux de circulation des flux de production, constituaient en réalité les circuits internes du Parti-Etat assignant aux unités élémentaires les missions qui devaient être les leurs. En règle générale, les réseaux avaient leur logique propre dont la productivité locale ou globale n'était pas l'objectif. En ce sens, il est illégitime de représenter les réseaux socialistes comme un vaste système productif exclusivement régulé par la hiérarchie et, à ce titre, croulant sous les coûts de transaction. Pour paradoxal que cela paraisse, nous soutenons, après enquête, que les réseaux industriels socialistes n'étaient pas principalement des réseaux productifs. La dynamique globale de ces réseaux obéissait à des objectifs externes de type étatique (défense nationale, interdépendance régionale, colonisation du territoire, sécurité intérieure, exaltation des valeurs scientifiques, etc.) dont la production n'était en général qu'un moyen. L'effondrement des Partis-Etats et l'introduction de la monnaie (active et convertible) comme principe relationnel entre unités des réseaux va brutalement faire disparaître la cohérence industrielle ancienne de chaque réseau, et mettre chaque unité face au mur de l'économie.

1.2. Les combinats polyfonctionnels⁴

Comme on le voit, les unités de production élémentaires - appelées combinats, kolkhozes, lespromkhozes, etc. - opérant dans le cadre de ces réseaux ne poursuivaient pas d'objectifs économiques individuels formulables en terme de maximisation de la production. Chacune s'efforçait de suivre des instructions visant à assurer la cohérence de l'ensemble du réseau.

du Parti polymorphe, c'est qu'il était tout entier dans ces réseaux industriels.

⁴ Cette partie s'appuie largement sur les travaux de Christian Von HIRSCHHAUSEN (1994).

En outre, les unités de production élémentaires n'avaient pas uniquement une fonction productive. Il est maintenant notoire que les fonctions sociales y tenaient un rôle essentiel. Mais au delà, la représentation de ces unités en termes de firmes ou d'entreprises d'Etat, RICHET (1992), au sens du capitalisme d'Etat, constitue, à nos yeux, une interprétation contestable⁵. En effet, ces unités ne s'identifiaient pas à du capital. Rien dans le fonctionnement des réseaux, dans les formes de contrôle des dites unités, dans la place accordée à la monnaie (la monnaie-papier rémunérant le travail différait de celle (purement scripturale) transcrivant les achats inter-unités, et était considérée comme une dotation au même titre que les matières premières ou l'énergie), dans les choix d'investissement, ne se rapprochait de près ou de loin à une gestion capitaliste.

Ces unités doivent, selon nous, être définies non pas comme des entreprises, mais comme des morceaux d'Etat socialiste (des noeuds de réseaux de Parti-Etat), assumant, à l'échelle locale, et sans qu'il soit possible de les distinguer nettement, des fonctions productives, sociales, militaires, répressives. Pour reprendre la formule d'HIRSCHHAUSEN, "dans le socialisme, le combinat était le lieu de la plus forte polyfonctionnalité"⁶. Ainsi, le combinat sidérurgique de Maxhütte en ex-RDA abritait-il une prison et un groupe paramilitaire, les prisonniers fournissant la main d'oeuvre de l'atelier d'agglomération, zone la plus pénible de toute l'usine. Comment l'acier aurait-il été produit sans prison ? De même, à la sortie des bagnes de Komi, de nombreux forçats s'implantaient dans les lespromkhozes avoisinants, qui étaient à la fois des avant-postes coloniaux et des lieux de réinsertion. C'est à cette fin que les moyens de communication restèrent sous-développés : l'évacuation du bois par flottage maintenait l'isolement des prisonniers. L'industrie du bois en Russie aurait-elle pris cette ampleur et cette configuration sans le travail forcé ?

Dans de telles unités, parler de salariat (la plupart des prestations aux ouvriers n'étaient pas monétarisées), de propriété fut-elle publique, voire de social au sens où nous l'entendons dans le capitalisme, ne fait pas sens. Faut-il considérer les 50 kilogrammes de viande de porc octroyées annuellement à chaque ouvrier du combinat papetier de Syktivkar comme une prestation sociale, un salaire, une consommation intermédiaire fournie par un sovkhoez intégré ? Pour ces raisons, et aussi parce que, les anciens réseaux socialistes n'étant pas strictement des réseaux productifs, de nombreuses unités n'ont pas leur place en économie monétaire, la mise en oeuvre, dans l'économie marchande, de formes d'organisation industrielle qui puissent succéder à ces unités polyfonctionnelles est un problème qui ne peut

⁵ Cette approche conduit à faire de la firme d'Etat une firme incomplète (sans fonctions financière ni commerciale ; "ses managers, dit RICHET (1992) p. 16, ont le statut des chefs d'atelier de firmes capitalistes") que la privatisation doit remettre à niveau.

⁶ HIRSCHHAUSEN (1994), p. 71

s'aborder avec les outils usuels de régulation de l'économie mixte⁷.

2. Entreprisisation, capitalisation dans le post-socialisme

Dans tous les pays du bloc soviétique, le socialisme tombe lorsque la monnaie devenue active, circule dans les réseaux et détruit irrémédiablement les procédures de contrôle du Parti-Etat.

La situation résultante est simple : plus de Parti-Etat, donc plus de réseaux socialistes. Restent les unités élémentaires, formellement re-connectées par des liens monétaires et globalement soumises à la règle de l'argent. Chaque unité devient une entité comptable séparée identifiée par son bilan (commercialisation, corporatisation) dont les ressources résultent de la vente des produits, l'Etat s'engageant à financer les pertes. Parallèlement à l'éclatement de l'empire qui fait apparaître une carte des pays derrière celle des usines, l'introduction de relations monétaires dans les anciens réseaux fait surgir les contraintes économiques jusqu'alors absentes :

- les transports et l'énergie acquièrent un coût, ce qui interdit le maintien de la structure antérieure des flux de production,
- les encours de production requièrent du fonds de roulement, ce qui bouleverse les relations entre partenaires traditionnels dans les filières techniques puisque jusqu'alors les dotations en moyens étaient régies centralement par l'Etat,
- les fonctions improductives grèvent les coûts de structure de toutes les ex-unités socialistes, faisant apparaître des solutions industrielles alternatives plus légères.

Les réseaux industriels du Parti se brisent sous l'effet de ces tensions. Partout, la production chute de façon spectaculaire : - 66 % en ex-RDA, -35 % en Pologne entre 1990 et 1992, - 42 % en Russie entre 1991 et 1993⁸.

Le problème économique posé au capitalisme émergent n'est alors nullement de transférer au privé des entreprises publiques gérées de façon bureaucratique, mais de créer, à partir de morceaux d'Etat issus des anciens réseaux et de leurs "ressortissants-fonctionnaires", des

⁷ La notion d'économie mixte s'étend à la catégorie transitionniste d'Economie Mixte post-socialiste proposée par CHAVANCE (1992), caractérisée par un secteur public hypertrophié aux traits rappelant ceux de l'industrie française de la Quatrième République (syndicalisation forte, grandes entreprises monopolistes, etc.) et d'un secteur privé dynamique et concurrentiel.

⁸ Cité par HIRSCHHAUSEN (1994) p. 155, pour autant que ces chiffres aient un sens. Source : statistiques internationales.

entreprises soumises à la contrainte du capital. Bien que les questions de propriété soient fondamentales dans le capitalisme, le problème de fond n'est pas de transférer de la propriété publique au privé. En effet, quand le socialisme cesse, les structures industrielles à privatiser ne valent souvent rien de plus que le prix de revente de leurs immeubles (si la revente est autorisée). Ne pouvant, telles quelles, fonctionner en économie monétaire, elles ne sont susceptibles d'attirer que des liquidateurs. Le risque est alors que des installations industrielles et des savoir-faire, individuels et collectifs, qui pourraient être de nouveau valorisés en économie monétaire, soient simplement liquidés ou perdus.

La question est donc de savoir **comment** créer des entreprises à partir des anciennes structures et **qui** doit être impliqué dans ce processus. En dépit de laideur du néologisme, appeler ce processus "entreprisation" ou, avec une nuance, capitalisation industrielle, nous paraît, de toute évidence, mieux adapté à la réalité que privatisation. Entreprisation car il s'agit, ex nihilo, de créer des entreprises. Capitalisation industrielle car il s'agit, à partir d'un patrimoine sans efficace productif, d'enclencher un processus d'accumulation de capital lié à la production. Jusqu'à présent, deux approches extrêmes ont été mises en œuvre en Europe de l'Est en matière de capitalisation industrielle : l'une, fortement centralisée, est l'expérience allemande de la Treuhandhandstalt, l'autre, parfois décentralisée à l'extrême, est le processus engagé en Russie. Nous étudions ici rapidement ces deux situations.

2.1. Capitalisation industrielle en ex-RDA⁹

Le processus allemand est basé sur l'expérience concrète qu'un ex-combinat, mis aux enchères sur le marché mondial des capitaux, ne vaut rien de plus que le prix de ses immeubles, et plutôt moins si ceux-ci sont occupés. La conclusion est que la capitalisation doit s'appliquer à des entités "entreprisables" (i.e. capables, moyennant certains investissements, de fonctionner en entreprises). L'entreprisation des ex-combinats est confiée à une institution créée pour la circonstance, la Treuhandhandstalt.

L'unification monétaire de Juillet 1990 fait apparaître pour ce qu'ils étaient les réseaux industriels socialistes et les combinats de l'ex-RDA¹⁰. La Treuhand, créée en avril, devient alors en charge des ruines du socialisme. Elle démarre avec pour mandat de vendre le plus d'actifs le plus vite possible, mais doit, au bout de dix mois, réviser radicalement son approche pour s'adapter à la spécificité de l'entreprisation. L'objectif devient alors non pas

⁹ Pour une analyse plus détaillée, voir BOMSEL (1993) ainsi que la thèse HIRSCHHAUSEN (1994).

¹⁰ L'ampleur de ce phénomène a tellement surpris qu'elle a quelques temps alimenté un débat, faux à notre sens, sur l'effet du choix de la parité de 1 Ost Mark pour 1 Deutsch Mark dans l'unification monétaire. Une parité plus faible aurait été contre l'unification politique et n'aurait nullement atténué les problèmes structurels dont nous parlons.

de vendre des actifs à tout prix, mais d'échanger des facteurs de production issus du socialisme (terrains, immeubles, machines, main d'œuvre sélectionnée) contre des promesses d'investissement assurant des emplois capitalistes stables.

La question de la polyfonctionnalité trouve, au plan institutionnel, une issue rapide, quoique coûteuse puisque entièrement financée par le budget fédéral, par le rattachement de toutes les fonctions improductives identifiables (éducation, santé, logement, police, justice) aux ministères fédéraux correspondants ainsi qu'aux Länder. Un grand nombre d'ouvriers et employés est également mis en retraite ou préretraite. D'autres sont pris en charge par des programmes de formation.

C'est alors que commence le processus réel de capitalisation. En effet, les morceaux des ex-combinats recentrés sur une fonction productive valorisable en économie monétaire sont proposés un par un, ou regroupés en lots (cas des aciéries de Henningsdorf et Brandenburg¹¹) à des investisseurs occidentaux. Pour les raisons de structure évoquées plus haut, ces "morceaux" ne peuvent être en général rentabilisés en l'état et requièrent d'importants investissements complémentaires. Les investisseurs sont choisis par la Treuhand sur la base d'un **projet d'entreprise** intégrant, outre les immobilisations physiques y compris les terrains, certains employés sélectionnés, formés et réembauchés sous de nouveaux contrats, des infrastructures additionnelles garanties par la Treuhand, et, bien entendu, leur investissement propre. Ces "morceaux" sont alors extraits de la Treuhand, et convertis en entreprises suivant des contrats très spécifiques. Au terme de ces contrats, et seulement à travers eux, l'investisseur devient le propriétaire (ou l'actionnaire majoritaire) de la nouvelle entreprise ainsi créée. Dans ce dispositif où l'octroi de la propriété par la Treuhand est indissociable de la création d'une entreprise, capitalisation et entreprisation coïncident. L'entreprise nouvelle naît exclusivement de la capitalisation des morceaux de l'ex-combinat.

En dépit de l'apparente simplicité du processus et de la clarté du dispositif institutionnel de l'Allemagne unifiée, de nombreuses difficultés techniques sont apparues en particulier dans l'attribution de la propriété formelle des terrains (les lois de restitution ont gêné la Treuhand), dans la coordination des instances administratives locales, régionales et fédérales pour la mise en place d'infrastructures, ainsi que dans l'enchaînement des opérations de capitalisation au plan local. Dans chaque site, des plans d'aménagement industriel ont dû être conçus en sorte que les premières opérations (les plus faciles à réaliser) ne compromettent pas le succès d'autres investissements plus conséquents. Souvent, la capitalisation du cœur industriel de l'ancien combinat a permis, par effet d'essaimage et de désintégration d'activités

¹¹ Les deux sites ont été jumelés pour éviter qu'une vente séparée n'aboutisse à la liquidation de

annexes, de développer des réseaux industriels locaux basés sur les marchés de sous-traitance. La Treuhand a notamment cherché à promouvoir des "management buy-out" (MBOs) permettant à d'anciens contremaîtres ou ingénieurs de reprendre à leur compte des bureaux d'étude, des ateliers de maintenance, des chantiers de construction, etc. Le maintien d'une activité industrielle ouverte sur l'extérieur a aussi entraîné le développement des services (hôtellerie, banques, assurances...) recréant de nouveaux emplois autour des sites¹².

Dans ce contexte, il faut souligner que la Treuhandanstalt a constitué une innovation institutionnelle majeure pour mener à bien la tâche historique de l'entreprisisation de l'ex-RDA : 14000 entreprises représentant 1,5 millions d'emplois sont créées sur les sites de 2350 combinats qui regroupaient 3,4 millions de membres¹³. En quelques mois, l'Allemagne fédérale est parvenue à réunir cinq mille professionnels de tous les secteurs, capables de diriger sur le terrain les opérations complexes de capitalisation industrielle et d'orienter de gigantesques flux financiers publics (300 milliards de DM) et privés (186 milliards de DM)¹⁴.

Là réside aussi à nos yeux la limite de l'exemple est-allemand. La spécificité de l'ex-RDA face au post-socialisme n'est pas seulement, comme on l'a souvent entendu, le soutien financier massif de l'autre Allemagne et de l'occident tout entier, mais le fait que la Treuhand ait été **la seule** innovation institutionnelle de l'après-socialisme, puisque toutes les structures étatiques traditionnelles (jusqu'aux syndicats et partis parlementaires) étaient simplement étendues de la RFA à l'ensemble de la zone. Dans les autres pays post-socialistes où, après l'effondrement des Partis-Etats, tout le cadre juridique et institutionnel est à réinventer, la mise en œuvre d'une instance de capitalisation centralisée de type Treuhand est impossible.

En outre, l'aspect le plus négatif de l'expérience allemande est que les Allemands de l'Est, dès lors qu'ils eurent voté l'unification monétaire, ont été totalement absents du processus de décision. Puisque les capitaux venaient de l'extérieur, les nouveaux capitalistes ont été des "étrangers". Du jour au lendemain, les Allemands de l'Est ont vu surgir de l'ouest de nouveaux dirigeants prenant toutes les décisions concernant la réorganisation des fonctions des combinats. Parallèlement, les entreprises occidentales ont rapidement comblé le vide laissé par la disparition des réseaux socialistes en déployant leurs propres réseaux commerciaux. Deux ans après l'unification, il était devenu impossible d'acheter un produit est-allemand, moins parce qu'il cessait d'être produit que par absence de distribution. Les

Henningsdorf, plus exposé.

¹²A Untewellenborn, la capitalisation de l'usine sidérurgique en 1992 n'a recréé que 600 emplois (sur 5000 en 1991) dans l'usine même, mais les emplois créés autour de l'usine représentaient le double dès 1993.

¹³ Source : Treuhandanstalt.

¹⁴ Idem.

normes occidentales en matière de garderie d'enfants, d'école, de retraite, ont été imposées indépendamment de l'organisation sociale antérieure : les femmes, par exemple, ont été, plus massivement encore que les hommes, exclues de l'emploi au motif que le taux d'emploi des femmes en ex-RFA n'était que de 60 %. Ce processus a créé de fortes tensions que la Treuhand a parfois pu désamorcer. Dans les premiers temps, le plaisir de voyager et de consommer a contrebalancé la violence de l'unification industrielle. Les dernières opérations et notamment celle d'EKO Stahl à Eisenhüttenstadt, déjà ralenties par l'ampleur du problème structurel, ont buté sur le refus des ouvriers de donner carte blanche au repreneur. Il est clair que pour les Allemands de l'Est, il n'y a pas eu et il n'y aura pas de transition : il n'y a qu'un avant et un après l'unification.

2.2. Entreprisation en Russie

En CEI en général et en Russie en particulier, le problème structurel d'adaptation des réseaux industriels est plus ample que partout en Europe centrale et orientale pour des raisons géographiques (immensité du territoire, rigueur du climat) et historiques (colonisation du territoire par l'exploitation forcée des ressources naturelles, localisation de nombreuses usines à l'est de la ligne de front de la seconde guerre mondiale, hypertrophie des industries de défense, interdépendance technique des anciennes républiques de l'ex-URSS...). En outre, démonétarisation et polyfonctionnalité y ont été plus poussées. Deux exemples :

- A Komi, sur les 90 lespromkhozes analysés, 10 seulement peuvent être viables en économie monétaire, ce qui entraîne que soixante mille villageois vivant dans les régions isolées perdent tout moyen de subsistance.
- Partout à travers le pays, des usines d'armement équipées de machines modernes sont entièrement arrêtées et ne reprendront jamais leur activité militaire. Leurs partenaires traditionnels connaissent des situations analogues. A Moscou, ces usines ont déjà perdu la moitié de leur main d'œuvre entre 1992 et 1994 (la plus jeune ayant trouvé à s'employer dans les services) et sont sans doute vouées à un dépeçage intégral. Dans les villes-usines (zavod-gorod) de l'intérieur du territoire, cette "conversion" sera beaucoup plus délicate.

Une entreprisation en réseaux

Cependant, la construction de nouveaux réseaux de commerce et de distribution des produits

se fait de l'intérieur et progresse très rapidement¹⁵. Depuis janvier 1992, date de l'introduction en Russie de la réforme de la monnaie et des prix, l'effondrement des réseaux socialistes d'approvisionnement et de distribution a fait surgir des opportunités commerciales considérables. Des milliers d'entreprises se sont spontanément créées dans le but de connecter la production aux marchés ou de réduire les coûts de transaction entre partenaires industriels. Elles vont de l'entrepreneur individuel prenant des commandes dans une usine et assurant la sous-traitance en finançant le travail à façon dans une autre, aux grandes compagnies de négoce accédant aux marchés internationaux, en passant par toutes sortes de prestations de services ayant recours aux infrastructures inutilisées des combinats (fabrication de biscuits dans les fours des cantines, exposition de voitures dans les halls d'accueil, location de bureaux, de dispositifs de sécurité, etc.). Au début de 1994, il n'était pas rare de voir graviter autour d'un ex-combinat, une dizaine d'entreprises de services spécialisées dans la sous-traitance à façon. Bien souvent, les dirigeants des ex-combinats n'hésitent pas, à titre personnel, à devenir actionnaires de ces nouveaux partenaires. En outre, les ex-combinats renouent entre eux, à travers de nouvelles structures commerciales ad hoc, des partenariats limités au développement de nouveaux produits commercialisables.

Dans l'industrie forestière, les entreprises de négoce du bois prennent peu à peu le contrôle des meilleurs lespromkhozes. Les usines de meubles se regroupent en associations, créent des "filiales" gérant des magasins.

Dans l'ancien CMI, certaines NPOs ou bureaux d'études se sont associés à des kolkhozes pour la production d'équipements agricoles. Des usines d'assemblage se sont, quant à elles, alliées à certains instituts de mécanisation, traditionnellement impliqués dans les réseaux agricoles. On voit ainsi se former des réseaux capitalistes dans lesquels, clients, assembleurs et concepteurs cofinancent, suivant des modalités originales, le développement de nouveaux produits.

Ce processus très dynamique secrète un nouveau tissu industriel autour des grandes usines déconnectées, et, d'autre part, entraîne une accumulation rapide de capital privé. D'immenses fortunes sont amassées en deux ans de capitalisme, souvent aux marges de la "légalité". Le point central est que cette accumulation primitive peut difficilement se réinvestir, compte tenu de la précarité des lois sur la propriété. En 1993, on estimait que la Russie exportait 20 milliards de dollars alors que moins de 500 millions de dollars étrangers venaient s'y investir. Le problème actuel est de faire que le capital accumulé dans le négoce et les services puisse se réinvestir dans la capitalisation de l'appareil industriel.

¹⁵ En ex-RDA, ces réseaux avaient été établis par des compagnies étrangères visant des parts de marché dans la nouvelle zone Deutsche Mark.

Privatisation de masse et entreprisation

En Russie, la capitalisation industrielle ne pouvait pas être menée par une institution centrale de type Treuhand car les bases juridiques et institutionnelles de l'Etat étaient bien trop précaires. On voit mal en effet, une institution centrale distribuant à discrétion des titres de propriété à travers tout le pays au moment où l'exécutif doit prendre d'assaut le Parlement. A supposer que puisse exister, à l'échelle du pays, une structure technocratique capable d'évaluer, dans un système de prix en pleine transformation, la situation de toutes les unités industrielles, une telle institution serait incontrôlable et ses décisions toujours contestées en fait ou en droit.

En outre, dans le cas de la Russie, il paraît difficile de traiter séparément au niveau national de la polyfonctionnalité et de la capitalisation, comme a pu le faire la Treuhand, avec des moyens financiers considérables. On ne peut alors offrir au marché mondial des capitaux des morceaux de combinats immédiatement entreprisables.

Pour des raisons politiques, il a donc été décidé d'impliquer les ouvriers et les cadres dans le processus de capitalisation. C'est cette implication qu'on a appelée privatisation de masse et qui n'a, là encore, rien à voir avec une cession d'entreprise publique dans l'économie capitaliste. La privatisation de masse a consisté, suivant diverses procédures, à donner aux employés des combinats un droit de regard formel sur les décisions de capitalisation à venir¹⁶. Plus précisément, il s'est agi, sur la base d'une évaluation **non monétaire** des ex-combinats¹⁷, de répartir entre l'Etat, les cadres et ouvriers, et le reste de la société, des titres de propriété sur les ruines capitalisables. L'attribution de la propriété se faisant, a priori, indépendamment de tout projet industriel, ces procédures ont donné lieu à de nombreux abus : des directeurs ont licencié avant de privatiser, d'autres ont réussi à rafler tous les titres distribués pour liquider à bon prix des machines ou des terrains bien placés, etc. En outre, l'idée de distribuer des titres sous formes de coupons, en imaginant qu'un marché ouvert des capitaux pourrait spontanément refinancer l'industrie, était assez saugrenue.

Le point central est néanmoins qu'ouvriers et cadres aient reçu dans certains cas jusqu'à 85 % des titres de propriété avec, dans les usines moyennes, un droit de vote proportionnel. Dans les grandes agglomérations, les logements ont pu être distribués à leurs usagers suivant le même principe. Pour prendre une métaphore approchante, à l'hiver 1994, l'ensemble du

¹⁶ Seules certaines unités du réseau militaro-industriel demeurent à ce jour exclues du programme de privatisation de masse dont la période de complétion a été étendue jusqu'à janvier 1995.

¹⁷ En fait une évaluation en roubles non réévalués de la valeur comptable estimée des immobilisations. Une confusion surgit de la désignation de cette évaluation du terme de "capital" alors qu'il s'agit plutôt d'un patrimoine dont la dimension de capital n'apparaîtra que dans un processus ultérieur donnant lieu à une réévaluation radicale.

patrimoine industriel et immobilier de la Russie a été redistribué sous forme d'une vaste copropriété dont les copropriétaires sont incapables, dans leur grande masse, de financer les travaux. Et pourtant, l'immeuble s'effondre¹⁸.

La phase qui s'achève correspond de fait à la mise en place d'un régime de propriété. Les ruines du socialisme ont désormais des propriétaires. Le fait que les propriétaires sont supposés en vivre constitue le pari implicite de la capitalisation. Celle-ci peut alors commencer.

Des propositions vont maintenant émerger, soit de la part des investisseurs étrangers, soit, et ce sera l'écrasante majorité, de la part de tous ceux qui, depuis 1992, en développant des activités commerciales (des entreprises) autour d'actifs non détenus, peuvent avoir intérêt à acquérir tout ou partie de ces actifs. L'Etat est d'ores et déjà engagé dans la revente de ses titres sur la base de "concours d'investissement", lesquels, ne sont pas éloignés, en théorie, des opérations menées par la Treuhand. Il s'agit en effet, d'ouvrir à l'investissement le capital des unités privatisées en offrant à l'investisseur les 20 % conservés par l'Etat et, le cas échéant, en autorisant l'augmentation de capital permettant au nouveau venu d'atteindre la minorité de blocage. La principale difficulté va être de reconcentrer à travers une réévaluation radicale du capital, la propriété des entreprises capitalisées. En effet, pour recueillir des propositions d'investissement, les unités masse-privatisées vont devoir directement, à travers les nouveaux réseaux dont elles s'entourent :

- chercher à attirer des investisseurs sur la base de projets d'entreprises autour d'une ou plusieurs de leurs activités,
- s'accorder sur les modalités d'affectation des revenus des cessions et des liquidations, ainsi que sur les compensations à recevoir par les ouvriers demeurant dans les structures non capitalisables,
- ouvrir des négociations avec les ouvriers sur la contrepartie en capital et en pouvoir de décision à donner à l'investissement. Les ouvriers devront se résoudre à voir leurs parts se diluer dans des augmentations de capital profitant à l'investisseur.

Dans ce processus, les dirigeants des ex-combinats qui, rappelons-le, ont une longue expérience à la fois de technicien et de fonctionnaire du Parti, sont appelés à jouer un rôle essentiel. Ce sont eux, tout autant que les Fonds d'Etat chargés d'arbitrer les concours

¹⁸ Vladimir Andreff (1994) remarque lui aussi qu'on ne peut qualifier d'"entreprises privées", le produit de la privatisation de masse. Toutefois, il préfère, contrairement à nous, conserver le concept d'entreprise et le moduler en entreprises privées versus entreprises privatisées. Ainsi donc nos lectures du post-socialisme divergent-elles.

d'investissements qui, comme les fonctionnaires de la Treuhand, assumeront la charge institutionnelle de l'entreprisisation. Un des risques étant, évidemment, qu'ayant pris des participations dans des entreprises privées, ils soient, dans de nombreux cas, juge et partie. L'Etat devra donc, indépendamment de ces directeurs, rester présent dans le processus, aussi bien pour veiller à la régularité des procédures, que pour proposer, au cas par cas, des modalités adaptées à la prise en charge du social, ou plus largement au traitement de la polyfonctionnalité.

Dans certains secteurs proches des marchés finaux (meuble, mécanique, agroalimentaire), les besoins en investissement des unités industrielles de taille moyenne sont relativement faibles. L'entreprisisation peut donc se faire sans apport de capitaux externes, moyennant la reconstitution d'un réseau (achats et vente) environnant. Dès lors que la production peut être maintenue, des schémas fiscaux adaptés permettent le transfert du social à l'Etat. Ce processus original d'entreprisisation sans capital, qu'on pourrait qualifier de "création d'entreprise par ses salariés", requiert une redéfinition complète des relations au sein du collectif, en sorte de légitimer les règles capitalistes du fonctionnement de la nouvelle entreprise.

Dans d'autres secteurs, comme la coupe du bois et sa première transformation, les mines, la métallurgie, il n'existe pratiquement aucune unité susceptible d'être entreprisée en l'état. De nouvelles formes d'intégration en amont ou en aval requérant des investissements nouveaux sont indispensables. Aussi, des structures relais se sont-elles mises en place pour capitaliser des ensembles industriels cohérents. Ces structures baptisées "holdings" dont la mission est encore mal définie, devront trouver les configurations industrielles et les moyens financiers leur permettant de capitaliser les très nombreuses unités non entreprisables.

Ceci posé, les dirigeants des unités à capitaliser sont d'autant moins acquis à l'entreprisisation de leurs unités que la capitalisation est plus hypothétique. On assiste alors, de la part de nombreux directeurs, à des comportements liquidateurs stimulés par des opportunités de blanchiment d'argent maffieux. C'est là le revers de l'octroi de la propriété sans projet d'entreprise. Mais quoi qu'en disent les intéressés, ces comportements ne sont nullement dictés par la nostalgie du socialisme. En Russie, pas plus qu'en Allemagne, il n'y a de transition : depuis le 1er janvier 1992, le capitalisme est là. Ceux qui se disent encore dans le socialisme cachent leur cynisme sous une fausse naïveté.

Pour en terminer avec cet exemple, nous voudrions revenir sur le lien entre restructuration, entreprisisation et capitalisation industrielle. Comme on l'a vu les problèmes de structure sont considérables dans l'industrie russe. L'appareil industriel qui émerge du capitalisme naissant produira tout autre chose à travers des réseaux entièrement différents. L'entreprisisation telle que nous l'avons décrite, c'est-à-dire la création et le

développement d'entreprises nouvelles et de réseaux valorisant, avant de les absorber ou d'être absorbés par elles, les installations industrielles des ex-combinats, est le processus concret de ce redéploiement industriel. Bien entendu, des liquidations importantes demeurent inévitables. Elles sont l'autre versant de l'entreprisisation. Des millions d'ouvriers âgés de quarante ans et plus, qui n'ont pas su ou pu quitter leurs combinats à temps, ont été ruinés en devenant propriétaires de ruines. Ils n'espèrent déjà plus qu'une retraite misérable. Cependant, la positivité du processus actuel est que l'octroi de la propriété permet une entreprisisation, jusqu'alors impossible. Ce processus utilise en outre l'ancienne capacité étatique des combinats pour prévenir des liquidations trop fracassantes et favoriser les reconversions.

3. En conclusion

Le post-socialisme constitue une situation historique nouvelle qui ne peut s'investir au moyen d'instruments de pensée déployés avant lui. En outre, le socialisme avait ceci de singulier qu'il était un monde clos, inaccessible à l'enquête et par là même, à la connaissance. La difficulté d'une pensée du post-socialisme est qu'elle doit s'adosser à une compréhension du socialisme qui, lorsque l'enquête vient enfin pour l'éclairer, a déjà disparu. De là, de fortes tentations d'appliquer à l'ancien des catégories d'ailleurs, de là que l'économie de la transition n'est, selon nous, qu'une pensée de transition.

Le dispositif : "Il n'y avait pas d'économie dans le socialisme ; la production circulait dans l'Etat ; il n'y avait pas d'entreprises socialistes" présente les enjeux industriels du post-socialisme comme ceux de la création d'entreprises à partir d'un appareil qui n'était productif qu'accessoirement.

Les deux exemples de l'Allemagne et de la Russie témoignent, dans ce domaine, de deux approches extrêmes que l'on retrouve sous des formes diverses dans chaque pays d'Europe de l'Est et en CEI.

La première, celle de l'Allemagne, repose sur une institution centrale chargée de capitaliser en priorité, par sollicitation d'entreprises capitalistes externes, les morceaux de réseaux industriels socialistes entreprisables.

La seconde, celle de la Russie, s'appuie sur l'entreprisisation, c'est-à-dire le développement de réseaux d'entreprises nationales en marge des anciennes unités, devant permettre à terme, et dans un processus décentralisé complexe, la capitalisation industrielle de certains morceaux des réseaux socialistes.

Bibliographie

- ANDREFF, Vladimir (1994) : Le contrôle des entreprises privatisées dans les économies en transition. Congrès AFSE, Paris, 29-30 Septembre.
- BOMSEL, Olivier (1993) : Le processus de capitalisation en ex-RDA, *Cahier de Recherche du CERNA*, n°93-C-1.
- BOMSEL, Olivier, CARRET, Jean-Christophe, COSTE, Mathilde (1993) : Bilan sur la situation industrielle de la filière-bois en République de Komi. Paris ; CERNA Rapport d'assistance technique (TACIS).
- BOMSEL, Olivier, LE BLANC, Gilles, COUDERC, Marie-Laure (1994) : Industrial policy audit on military enterprises in the Moscow region. Paris ; CERNA.
- BOMSEL, Olivier, HIRSCHHAUSEN von, Christian (1991) : *Les industries minières et métallurgiques en Europe de l'Est*. Paris ; Ministère Français de l'Industrie (Observatoire des Matières Premières).
- BOYER, Robert (1993) : La grande transformation de l'Europe de l'Est : Une lecture régulationniste. Préface à l'édition japonaise de l'ouvrage : YAMADA, T., et BOYER, R. (eds.) : *La grande transformation du socialisme*. Tokyo ; Fujiwara.
- CHAVANCE, Bernard (1992) : L'économie mixte de transition post-socialiste. *CEMI-document de travail*, Décembre.
- HIRSCHHAUSEN Von, Christian (1994) : Du combinat à l'entreprise - Une analyse de la nature du combinat socialiste et des restructurations industrielles post-socialistes en Europe de l'Est. Thèse de l'École Nationale Supérieure des Mines de Paris. CERNA.
- LAZARUS, Sylvain, MICHEL, Natacha (1993) : Formes de conscience ouvrières et effondrement du socialisme dans les combinats sidérurgiques de l'ex-RDA. *Cahiers du Ciasoc*, n° 4, février.
- LOWIT, Thomas (1979) : Y a-t-il des États en Europe de l'Est ? *Revue française de sociologie*, vol. 20, n° 2. 431-466.
- MISES, Ludwig von (1949) : *Human Action*. New Haven ; Yale University Press.
- RICHET, Xavier (1992) : Restructurations industrielles et transformations économiques en Europe Centrale et Orientale. *Revue Française d'Économie*, vol. 7, n° 4. 3-29.